

Termes de références Evaluation mi-parcours croisée

Titre du projet	Citoyen.ne.s, Justices et Etat de droit : plus de Cohésion Sociale pour une Paix Durable
Localisation	Belgique, Burkina Faso, Burundi, Congo (République Démocratique), Maroc, Rwanda
Bailleur de fonds	DGD
Secteur	Justice et Droits humains
Thématiques	Justice transitionnelle, justice de proximité, violences basées sur le genre, justice foncière, Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS)
Durée du projet	2022 – 2026
Langue du projet	Français & Néerlandais (uniquement pour le programme en Belgique)
Type d'évaluation	Evaluation mi-parcours croisée entre pairs
Dates de l'évaluation	Novembre 2024 – Avril 2025

Contexte et Organisation(s)

Présentation RCN J&D : historique, stratégie, ToC

RCN Justice & Démocratie (RCN J&D) est une ONG belge créée en 1994, active dans le soutien à la justice et la prévention des conflits. RCN J&D défend l'idée que la justice est un pilier du vivre-ensemble, un levier de transformation sociale et qu'il existe une pluralité de modèles de justice. Pour servir la société et les personnes, la justice doit s'adapter aux contextes sociaux, économiques et culturels dans lesquels elle se déploie, elle doit être accessible à tous et instituer des normes et des pratiques positives garantissant les libertés et l'égalité devant la loi.

Cette vision de la justice nous pousse à valoriser, au-delà de la réponse judiciaire, l'ensemble des mécanismes aptes à résoudre durablement les conflits et à répondre aux besoins de réparation des victimes (médiation-conciliation, justice restaurative, justice transitionnelle...). Dans le contexte des sociétés africaines, l'ONG apporte une attention particulière au pluralisme juridique (droit/coutume), à une articulation constructive entre justice coutumière et justice judiciaire et au développement d'une justice plus intègre et respectueuse des droits humains. RCN J&D mène également un travail sur la mémoire des crimes internationaux et plus largement sur la sensibilisation à la prévention des conflits.

Nos leviers d'action :

- o Agir en direction des acteurs de justice pour améliorer leurs capacités et leur sens des responsabilités
- o Soutenir l'empowerment des citoyens et les acteurs de la société civile afin de connaître, défendre et revendiquer leurs droits, devoirs et responsabilités
- o Créer des espaces de rencontre entre les professionnels de la justice, société civile, autorités administratives et coutumières et la population afin de collaborer et échanger leurs attentes en vue d'améliorer leurs pratiques respectives en matière de justice
- o Mener des analyses, des études et un plaidoyer pour l'amélioration des cadres normatifs et des politiques de justice

L'expertise de RCN J&D dans le secteur de la justice se fonde sur 29 ans d'expérience, en Afrique principalement, notamment dans les pays des Grands Lacs. Au cours de ces années, l'organisation a connu plusieurs évolutions significatives, résumées ci-dessous :

D'une justice d'urgence à une justice de développement. Depuis sa création en 1994, l'expertise de RCN J&D s'est enrichie et a évolué. Si initialement les activités étaient fortement liées à la situation post-conflit (rétablissement de la justice, appui aux poursuites et autres activités de justice transitionnelle), l'organisation y a ajouté de plus en plus d'activités liées à la justice de proximité, dans l'objectif de contribuer au développement durable (accès aux terres, égalité homme-femme, accès à la justice, résolution pacifique des conflits, respect des droits fondamentaux, etc.).

De la justice formelle à la justice plurielle. A l'origine, les activités étaient fortement orientées vers le renforcement du système judiciaire formel. L'approche sociétale et la prise en compte du contexte n'ont jamais été absentes de l'approche de RCN J&D. Les interventions de l'organisation partent d'un constat : il existe une multitude de mécanismes de prévention et de résolution de conflits, complémentaires : ainsi, la justice s'entend au sens large – des institutions de la justice (système judiciaire, magistrats etc.) aux mécanismes locaux et communautaires dont disposent les justiciables pour réguler leurs conflits et problèmes au quotidien.

Des droits civils et politiques aux droits socio-économiques. Si les activités étaient initialement très fortement axées sur le respect des libertés fondamentales des citoyens, la dimension socio-économique s'est imposée comme un facteur à prendre en compte, également pour la prévention des conflits violents et le développement. Depuis une dizaine d'années, RCN J&D met un accent sur la sécurité foncière, en particulier celle des femmes.

De l'accès à la justice à la participation citoyenne. En travaillant sur l'offre (appui aux institutions) et la demande de la justice (appui à la société civile et aux justiciables), RCN J&D a pour objectif d'améliorer l'accès la justice. Depuis quelques années, il s'est avéré nécessaire de renforcer davantage l'interaction entre l'offre et la demande, de renforcer la participation des citoyens dans le développement et la mise en œuvre des politiques de justice pour renforcer la légitimité, l'efficacité et la redevabilité de la justice.

Des activités Sud au développement d'activités Nord-Sud. Au départ, les activités de RCN J&D se déroulaient uniquement dans des pays post-conflit. Lors du premier procès Rwanda en Belgique (voir ci-dessous), RCN J&D s'est rendu compte de l'importance de faire le lien entre les conflits qui se déroulent au Sud et le développement d'une conscience de ces conflits, de leurs causes et conséquences avec le public en Belgique, ainsi que de l'impact de ces conflits sur la diaspora originaire de ces pays.

Présentation du programme quinquennal 2022-2026

En 2022, RCN J&D a lancé son nouveau programme quinquennal sous l'intitulé « *Citoyen.ne.s, Justices et Etat de droit : plus de Cohésion Sociale pour une Paix Durable* », mis en œuvre dans 6 pays : Belgique, Burkina Faso, Burundi, Maroc, RDC, Rwanda. Ce programme a pour objectif de :

Pour que Justice soit faite, qu'elle fasse sens et soit inclusive, plurielle, intègre et compréhensible, pour une Justice qui humanise et qui rassemble, le cœur de RCN Justice & Démocratie bat depuis bientôt 30 ans pour que la justice apporte un apaisement, renforce la cohésion sociale, qu'elle soit cet instrument vers une Paix Durable.

Dans ce combat, six programmes RCN J&D sont investi pour :

- lutter contre l'impunité au service de la mémoire au RWANDA,
- renforcer la redevabilité des acteurs de justice, lutter contre la corruption du système judiciaire, donner pouvoir d'agir à la société civile et aux citoyen.ne.s, instaurer une justice plurielle en RDC,
- contribuer à la prévention des conflits, rendre la Justice plus proche et restaurer la confiance du justiciable au BURKINA-FASO,
- promouvoir l'égalité hommes-femmes, réduire les violences faites aux femmes au MAROC et au BURUNDI,

... et en Belgique :

- Sensibiliser à ces violences lointaines,
- Développer le sentiment de citoyenneté mondiale,
- Créer le lien entre les violences de là-bas et la montée des extrêmes ici,
- Lutter contre les préjugés.

Fiche synthétique des programmes à évaluer

Pays	Belgique
Partenaire(s)	Université Libre de Bruxelles (ULB) & Université Catholique de Louvain (UCL) Echos Communication Move With Africa (La Libre, Via Don Bosco, Défi Belgique Afrique, Africapsud, Entraide & Fraternité et Asmae) Territoires de la Mémoire MNEMA Musée BELvue Association Modeste & Innocent (AMI – Rwanda)
Objectif général	Memoract - Mémoire et action : pour une meilleure cohésion sociale et une paix durable Renforcer la prise de conscience et l'engagement des citoyen.ne.s sur leur pouvoir d'agir pour la prévention de la violence et la promotion de la cohésion sociale.
Résultats attendus	Résultat 1 - Les élèves du secondaire supérieur sont accompagnés dans une réflexion critique et des échanges (inter)nationaux sur le dialogue démocratique, les mécanismes de (prévention de la) violence et les manières d'y résister en vue d'un engagement en faveur d'un monde plus juste, durable, inclusif et solidaire Résultat 2 - Les (futurs) agents éducatifs, acteurs de l'éducation au développement et de la mémoire se concertent et sont renforcés et outillés émotionnellement et cognitivement pour accompagner les jeunes dans une réflexion critique et/ou un engagement en faveur d'un monde plus juste, durable, inclusif et solidaire Résultat 3 - Les (futurs) professionnels des acteurs sociaux, administratifs et judiciaires sont renforcés et outillés dans leurs pratiques en faveur du respect de l'Etat de droit et d'un système de justice accessible, plurielle, inclusive Résultat 4 - Les acteurs communaux du "Nord" se concertent et sont renforcés dans leurs approches politiques et pédagogiques et facilitent la mise en place ou le renforcement d'une approche territoriale du vivre-ensemble en s'appuyant sur des publics issus de la diversité et des acteurs communaux du "Sud" Résultat 5 - La dynamique d'apprentissage collectif et transversal facilite l'accès de nos publics et partenaires à une information claire et de qualité ainsi qu'à des outils et des référentiels, particulièrement en ce qui concerne les enjeux (inter)nationaux liés à la (dé)colonisation, à la (prévention de la) violence et au renforcement de la cohésion sociale
Typologie des activités	Sensibilisation des élèves du secondaire supérieur aux mécanismes d'atrocités criminelles et aux principes démocratiques : développement d'outils et d'animations, rencontres entre jeunes et témoins ayant survécu/résisté à des atrocités. Renforcement de la capacité d'action des jeunes : projet de classes/d'écoles (MWA), développement d'outils pédagogiques, mise en dialogue avec des jeunes de pays dits du « Sud ». Sensibilisation, formation et accompagnement des professionnels de l'éducation : mise à disposition d'outils, sessions de présentation et/ou de formation à l'utilisation de ces outils, , voyage d'études et échanges entre enseignants belges et rwandais. Sensibilisation et formation des professionnels de la justice : mise en œuvre, en collaboration avec l'UCL & l'ULB, d'une offre pédagogique sur les justices transitionnelles, les atrocités criminelles récentes et les manières d'y répondre, identification de bonnes pratiques en faveur de l'Etat de droit, de la justice ou de la cohésion sociale. . Sensibilisation, formation et accompagnement des acteurs du service public (communes) : accompagnement dans des initiatives de cohésion sociale, formation, partage de bonnes pratiques, échanges « N/S » entre pairs. Renforcement de capacités des ACNG : formation d'acteurs de l'ECMS et de la transmission de la mémoire, participation aux GT, partages d'outils.

	<p>Recherche et capitalisation : collaboration avec les universités, , sessions de partage d'expériences et leçons apprises avec les terrains RCN J&D, les partenaires locaux et les ACNG belges.</p> <p>Information grand public : publication d'articles, réalisation de vidéos et organisation de conférences/webinaires.</p>
--	--

Pays	Burkina Faso
Partenaire(s)	<p>Le Centre International d'Etudes Sociologiques et du Droit Appliqué (CINESDA) est une association à but non lucratif reconnue officiellement le 19 juin 2001 à Ouagadougou. RCN J&D travaille depuis 2021 avec le CINESDA qui milite pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> •L'amélioration des conditions de vie et de sécurisation des populations rurales (pastorales) au Burkina Faso •Un meilleur accès au droit et à la justice des populations •Le renforcement des modes de gestion coutumière de prévention et résolution des conflits
Objectif général	<p>Justice de proximité, Justice plurielle : concilier et juger pour une paix durable</p> <p>Contribuer à la prévention des conflits par la promotion et le renforcement d'une justice de proximité inclusive, accessible et égalitaire, aux populations les plus vulnérables du Burkina-Faso</p>
Résultats attendus	<p>Résultat 1 - Les populations, avec une attention particulière pour les femmes, ont une capacité améliorée d'exercer leurs droits par les mécanismes alternatifs de résolution des conflits et devant les cours et tribunaux, grâce à l'information et à la sensibilisation</p> <p>Résultat 2 - Les acteurs institutionnels sont appuyés et les acteurs des MARC sont renforcés pour une meilleure qualité du service public de la Justice</p> <p>Résultat 3 - Les dynamiques d'apprentissage collectif et transversales entre acteurs au BF et entre différents terrains de RCN J&D et les capacités organisationnelles des partenaires locaux sont améliorées</p>
Typologie des activités	<p>Sessions de dialogue communautaire et de sensibilisation : ce volet vise à sensibiliser et informer les populations sur l'accès à la JP (MARC ou Just institutionnelle), sous forme de dialogues communautaires in-situ et de caravanes juridiques itinérantes.</p> <p>Productions média : production de programmes télévisés et radio afin de véhiculer les messages clés en matière d'accès à la JP et la rapprocher des justiciables.</p> <p>Production d'outils pédagogiques et digitaux : Les activités de renforcement de différents acteurs nécessiteront la production de différents types de supports : mallettes pédagogiques, matériel IEC, d'outils de coaching, manuels et guides, supports audiovisuels sur les MARC, utilisation de koobotoolbox pour la collecte de données, création de contenus digitaux.</p> <p>Services aux populations : l'aide parajuridique sera dispensée par la cellule d'assistance et d'orientation du CINESDA, y compris de façon itinérante pour accéder aux populations les plus vulnérables (les femmes notamment).</p> <p>Renforcement des capacités des acteurs locaux : Des formations spécifiques seront dispensées aux acteurs institutionnels et non institutionnels sur base d'audits organisationnels. Relais locaux et chefs coutumiers bénéficieront de formations et d'accompagnements sur le terrain afin de d'assurer le niveau communautaire d'orientation et d'alerte précoce en matière de prévention des conflits</p> <p>Mise en dialogue : Conduits sous la forme d'ateliers, de webinar et de conférences, ces dialogues visent à encourager le rapprochement des débiteurs d'obligation et leur redevabilité mutuelle</p> <p>Renforcement des capacités/capitalisation /apprentissage partenaire local et organisations apprenantes : Animation de réseau d'apprentissage et de gestion des connaissances au niveau du CSC, ateliers et webinars. Des initiatives communes de plaidoyer seront menées sur la base d'études, d'analyses communes et d'apprentissages collectifs (notes de plaidoyer, communiqués, conférence de presse)</p>

Pays	Burundi
Partenaire(s)	Confidentiel
Objectif général	Confidentiel
Résultats attendus	Confidentiel
Typologie des activités	Confidentiel

Pays	Congo (République Démocratique)
Partenaire(s)	<p>Sur le Résultat 1 (MARC), UCOFEM (Union congolaise des femmes des médias), COMEN (Congo Men's network) et FAT (Forum des Amis de la Terre) sont engagés depuis plus de cinq ans aux côtés de RCN J&D sur les MARC dans le Nord-Kivu. UCOFEM a un bureau national à Kinshasa et des antennes au Nord Kivu, ainsi qu'en Equateur et au Kasai. L'OSC est donc en partenariat avec RCN J&D sur plusieurs provinces. Nos partenaires en Equateur sont CDJP (Commission diocésaine Justice et Paix) et SPFA (Solidarité pour la promotion des femmes autochtones). Au niveau du Kasai, le partenaire est CADEFA. Chaque partenaire dispose d'une expertise spécifique et complémentaire dont l'intervention tire sa force.</p> <p>Sur le Résultat 2, l'OSC Arche d'Alliance (ARAL) dispose d'une expertise avérée dans le monitoring de la détention et l'assistance judiciaire. Afin de porter un plaidoyer ambitieux et des actions de sensibilisation de la population à grande échelle, ARAL travaille avec un groupe d'OSC, membres de la <i>Coalition contre la torture</i> à Kinshasa. Un autre partenaire, PRODHOJ, assure spécifiquement le monitoring de la prison de Makala.</p> <p>Sur le résultat 3, RCN J&D procède davantage à des formes de collaboration ponctuelles avec des OSC locales, avec UCOFEM et avec des mouvements citoyens n'ayant pas de statut et d'existence formelle en RDC pour leur capacité de mobilisation de la jeunesse et d'interpellation des autorités. Toutefois, nous travaillons avec quelques partenaires permanents pour le volet anti-corruption : COLFEQ (Collectif des femmes de l'Equateur) en Equateur ; AGIR (Action globale pour l'inclusion et la résilience) et APEFFEBU (Action pour la promotion des femmes et filles vulnérables) au Kasai.</p>
Objectif général	<p>REPLIC - Agir pour une Justice Redevable Plurielle et Intègre au Congo Renforcer la redevabilité des acteurs de justice et le pouvoir d'agir de la société civile et des citoyen.ne.s, y compris les plus vulnérables et les jeunes, en transformant les attitudes et les pratiques de chacun afin d'instaurer une justice plurielle, plus intégrée et respectueuse des droits fondamentaux.</p>
Résultats attendus	<p>Résultat 1 - Les acteurs MARC de la province du Nord Kivu, de l'Equateur et du Kasai développent une offre locale de justice de qualité, plus respectueuse de l'égalité de genre et reconnue par les autorités locales.</p> <p>Résultat 2 – Le contrôle interne et externe sur les pratiques des acteurs de la détention est renforcé et la société civile se mobilise contre les pratiques abusives dans la ville-province de Kinshasa.</p> <p>Résultat 3 – Des précurseurs au sein de la justice, de la société civile et de la jeunesse amorcent un changement de mentalité et posent des actes de résistance et de lutte pour défendre une justice plus intégrée dans la ville-province de Kinshasa, de l'Equateur et du Kasai.</p> <p>Résultat 4 - Des dynamiques d'apprentissage collectif et transversal renforcent les capacités des acteurs de changement impliqués en RDC et dans les autres pays du programme de RCN J&D, stimulent des synergies au sein du CSC RDC et produisent des référentiels utiles et exploitables pour l'atteinte de l'outcome RDC produire des référentiels utiles et exploitables pour l'atteinte de l'outcome.</p>
Typologie des activités	Sur le résultat 1, les activités suivantes seront prévues :

	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de capacités des acteurs MARC sur les techniques de résolution de conflits - Sensibilisation et accompagnement sur la durée des acteurs MARC sur le leadership féminin, les masculinités positives et les droits fonciers de la femme - Sensibilisation de la population sur l'offre locale de justice - Accompagnement d'un cadre local de concertation entre acteurs MARC - Appui financier pour l'homologation judiciaire d'accords amiables - Initiatives de plaidoyer local, provincial et national pour la reconnaissance étatique des MARC <p>Sur le résultat 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions de redevabilité et de contrôle interne et externe vis-à-vis des acteurs de la détention - Organisation et appui à des cadres d'échanges ou de concertation entre différents acteurs - Renforcement de capacités des acteurs institutionnels - Actions de sensibilisation/formation à l'adresse de la société civile et des groupes vulnérables - Actions de plaidoyer portées par la société civile (coalition des OSC locales) - Assistance juridique et judiciaire aux victimes de torture et de détention abusive <p>Sur le résultat 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation et promotion d'une étude sur les normes sociales et les normes pratiques sous-tendant la corruption dans le secteur de la justice - Actions de sensibilisation / ateliers transformatifs ciblant écoliers, étudiants en droit et acteurs judiciaires - Actions de valorisation des acteurs intègres - Renforcement de capacités des professionnels des médias, de la société civile et des acteurs de la justice - Appui à la réalisation d'initiatives anticorruption portées par la société civile - Appui à un système d'alerte local et de réponse aux alertes <p>Sur le résultat 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Animation d'un groupe de réflexion interdisciplinaire sur la réforme de la justice - Renforcement de capacité des OSC partenaires de RCN - Apprentissage collectif : partage d'expérience, mutualisation d'outils, méthodologie et stratégies
--	--

Pays	Maroc
Partenaire(s)	<p>Oujda Ain Ghazal 2000 est une association marocaine, qui milite depuis 2000 dans la région de l'Oriental pour le changement de mentalités et pour l'intégration du genre dans les processus de développement local et est engagée auprès des femmes victimes de violences dans la prévention et dans la lutte contre les violences basées sur le genre.</p> <p>Depuis 2017, RCN J&D et OAG collaborent dans différents projets qui visent à renforcer les mécanismes de prévention, protection et lutte contre les VBG mis en œuvre par le tissu associatif local et par les acteurs judiciaires de la région pour un accès amélioré à la justice des victimes de VBG.</p>
Objectif général	<p>Promouvoir l'égalité homme-femme, par l'amélioration des mécanismes de prévention et de lutte contre les VBG :</p> <p>Promouvoir l'égalité homme-femme dans la Région de l'Orientale au Maroc, grâce à l'amélioration des mécanismes de prévention, de lutte effective et de répression contre les VBG, et de protection des femmes et des filles, en favorisant un changement d'attitudes sociales et judiciaires face aux VBG</p>
Résultats attendus	<p>Résultat 1 - Les acteurs judiciaires de la Région de l'Oriental au Maroc font évoluer leurs pratiques pour un traitement de qualité des cas de VBG traités en justice, favorisant le respect, la garantie et la protection des droits des survivantes des violences dans son aspect global y compris la diminution du risque de récurrence</p>

	<p>Résultat 2 - Les acteurs concernés par la prévention agissent contre les VBG et luttent pour une égalité hommes-femmes, par le biais d'actions préventives contre les VBG et d'une offre élargie de services de qualité de prévention</p> <p>Résultat 3 - Les femmes victimes ou potentielles victimes des VBG de la Région de l'Oriental évoluent vers plus d'autonomie leur permettant de prévenir et de réagir contre les VBG et ont plus de moyens pour mieux défendre leurs droits grâce à une amélioration des mécanismes de protection</p> <p>Résultat 4 - Les populations y compris les jeunes et les hommes aux connaissances renforcées sur les violences basées sur le genre développent des attitudes et des pratiques de protection et de soutien des victimes de ces violences</p> <p>Résultat 5 - Des dynamiques d'apprentissage collectif et transversal à travers une mise en réseau des acteurs de changements impliqués autour : de réflexions communes, d'échange d'outils, et de partages de bonnes pratiques ; permettent de produire des référentiels exploitables pour l'atteinte de l'outcome</p>
<p>Typologie des activités</p>	<p>La typologie des activités prévues pour atteindre l'outcome et les résultats attendus est la suivante :</p> <p>Concernant le changement des pratiques des acteurs judiciaires (Résultat 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Echanges de bonnes pratiques/webinar entre magistrats marocains et belges ; - Webinaire violence conjugale ; - Renforcement des cellules locales de prise en charge des FVV ; - Renforcement de capacités des acteurs judiciaires et des membres des commissions régionale et locale de prise en charge FVV ; - Analyse la jurisprudence en 2025 pour les années 2020 à 2024 ; - Séminaire national. <p>Pour les acteurs concernés par la prévention contre les VBG (Résultat 2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plateformes de dialogue et d'échange entre les différents acteurs ; - Ateliers débat avec les adolescents et les jeunes ; - Formations spécifiques des acteurs (droit, psychologie, collecte et analyse de statistiques, plaidoyer) ; - Sensibilisation grand public ; - Développement d'outils et de référentiels de prévention ; - Renforcement des capacités des médias classiques en droits, genre, coaching, couverture des procès ; - Accompagnement l'Incubateur « Média et droits des femmes » ; - Renforcement des capacités des jeunes et des corps enseignants ; - Assistance judiciaire. <p>Concernant l'empowerment juridique des FVV (Résultat 3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement juridique ; - Soutien psychologique ; - Accompagnement socioéconomique ; - Atelier débat/prise de parole (Autonomie et affirmation de soi pour défendre son droit). <p>Concernant la population y compris les jeunes et les hommes (Résultat 4) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ateliers de prise de paroles avec les jeunes et les hommes - Ateliers - débat entres les jeunes des collèges/ lycées sur l'égalité fille- garçon et les VBG - Campagnes de sensibilisation. <p>Concernant les dynamiques d'apprentissage collectif et transversal (Résultat 5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités organisationnelle de OAG 2000 - Mise en réseau des acteurs de changements impliqués.

<p>Pays</p>	<p>Rwanda</p>
<p>Partenaire(s)</p>	<p>Association Modeste & Innocent (AMI) Pax Press Haguruka</p>
<p>Objectif général</p>	<p>Justice et Mémoire des crimes liés au génocide des Tutsi au Rwanda</p>

	Renforcer l'implication des populations affectées (hommes et femmes, jeunes et vieux) et des acteurs locaux dans les procès internationaux et nationaux de compétence universelle liés au génocide, afin de consolider l'unité, la réconciliation, la pérennisation de la mémoire du génocide et la cohésion sociale au Rwanda
Résultats attendus	<p>Résultat 1 - Les OSC et les media consolident leur expertise sur les procès liés au génocide se déroulant à l'étranger devant la justice internationale et devant la justice nationale sur base de compétence universelle en vue d'assurer l'accès à une information pertinente et de qualité sur ces procès aux victimes et leurs organisations, aux jeunes, aux acteurs locaux de l'unité et la réconciliation, aux communautés affectées par les affaires et aux populations rwandaises en général.</p> <p>Résultat 2 - Les populations rwandaises, notamment les victimes et leurs organisations, les communautés des zones affectées (hommes/femmes, adultes et jeunes) reçoivent des OSC et des media, une information pertinente sur les procès liés au génocide de 1994 se déroulant devant la justice internationale et devant la justice nationale sur base de compétence universelle, et augmentent leur intérêt et participation, afin de faire valoir leurs droits et de contribuer à la réconciliation.</p> <p>Résultat 3 - Les jeunes des écoles secondaires et au sein des communautés, informés sur les procès liés au génocide, prennent conscience de leur responsabilité dans la prévention du génocide et partagent leurs expériences avec des jeunes d'autres pays sur la prévention des crimes de masse.</p> <p>Résultat 4 - Les institutions rwandaises en charge de l'unité et de la réconciliation renforcent leur intérêt sur les procès liés au génocide se déroulant à l'étranger, s'approprient durablement les apports de cette justice et engagent toute la société dans la pérennisation de la mémoire de la justice liée au génocide comme garantie de non-répétition.</p> <p>Résultat 5 - Un espace collectif de gestion des connaissances et de renforcement mutuel de capacités est mis en place au niveau du CSC géographique Rwanda et des dynamiques d'apprentissage collectif et transversal, et renforce les capacités des acteurs de changement impliqués au Rwanda et dans les autres pays du programme de RCN J & D.</p>
Typologie des activités	<p>Renforcement des capacités des acteurs locaux: formations pour OSC et journalistes sur les crimes internationaux et les différents systèmes juridiques où se déroulent les procès, préparation des sessions d'information sur les affaires suivies.</p> <p>Couverture des procès et productions média: mission de couverture des procès par des journalistes, compte-rendu d'audience, reportages, articles de presse, émissions radio et télévision.</p> <p>Sessions de dialogue: avec les victimes et leurs organisations et avec les populations en général afin de partager l'information et accroître l'intérêt et la participation aux procédures.</p> <p>Interaction avec les jeunes et la communauté éducative: sessions d'échanges dans les écoles et au sein de la communauté, émissions radio interactives, péchanges entre jeunes rwandais et belges sur le génocide et le rôle de la jeunesse. Echanges entre enseignants de Belgique et du Rwanda. Echanges avec les parents.</p> <p>Interaction avec la communauté universitaire et les praticiens du droit: sessions d'échanges dans les universités, ateliers avec les avocats. Participation de ces publics au Certificat de Justice transitionnelle mis en place en Belgique par RCN J&D et des universités belges (ULB et UCL).</p> <p>Interaction avec les institutions publiques: ateliers d'information sur les procès, conférence, contribution à la mise en place d'une plate-forme numérique d'information sur la justice du génocide.</p> <p>Renforcement des capacités des partenaires et acteurs locaux et autonomisation: mise en place de réseaux d'apprentissages en commun entre ACNG et OSC, plate-forme d'échanges, réseau de gestion des connaissances au niveau du CSC Rwanda, ateliers, webinars.</p>

	Activités numériques: plate-forme d'échanges, live-tweet des procès, enregistrement et transcription des procès, , plate-forme de diffusion des matériaux de procès.
--	---

Objectifs de l'évaluation

Objectif de l'évaluation et thématiques d'apprentissage spécifiques

Dans le cadre de son programme quinquennal avec la DGD, RCN J&D souhaite réaliser une évaluation mi-parcours *croisée entre pairs*. Cette évaluation sera donc réalisée en interne par du personnel de RCN J&D mais supervisée et accompagnée par un·e évaluateur·rice externe. Le terme *évaluateur·rice externe* désigne la personne contractée dans le cadre de cet appel d'offre. Dans la suite de ces termes de références, le terme *évaluateur·rice interne* désigne le/la représentant(e) de RCN J&D qui sera en charge de l'évaluation d'un programme.

Les objectifs de l'évaluation sont les suivants :

Objectif 1 : Renforcement des compétences internes

RCN J&D souhaite se faire accompagner par un évaluateur·rice externe, dans la réalisation d'une évaluation croisée entre pairs afin de:

- accroître la compréhension croisée et globale des différents programmes et renforcer le partage d'expertise entre le personnel RCN J&D.
- favoriser la prise de recul par rapport aux automatismes et apporter un nouveau regard et de nouveaux questionnements par rapport à la situation, l'action et les enjeux évalués.
- renforcer les capacités de RCN J&D et de ses partenaires en matière d'évaluation, ainsi que de conscientiser les équipes à l'importance des dispositifs de suivi-évaluation dans le processus évaluatif.

Objectif 2 : Apprentissage & redevabilité

RCN J&D utilisera l'évaluation mi-parcours dans une optique d'apprentissage et de redevabilité. L'évaluation permettra ainsi pour chacun des programmes-pays de :

- évaluer qualitativement et quantitativement la mise en œuvre du projet depuis le lancement du programme DGD 22-26: efficacité et efficience de la mise en œuvre, appréciation des résultats par rapport aux objectifs/résultats attendus et des effets/impacts du projet. Il s'agira sur le plan quantitatif de mesurer le niveau d'atteinte des indicateurs. Sur le plan qualitatif, il s'agira d'évaluer la satisfaction des parties prenantes, l'adéquation des activités menées aux besoins des publics cibles et la contribution du programme aux changements souhaités notamment sur la communauté.
- apporter des éléments d'analyse et de réponse (recommandations, modifications, changements) à une thématique d'apprentissage spécifique et prioritaire précisée ci-dessous, dans le but de nourrir une réflexion sur la stratégie, les approches de mise en œuvre et les pratiques de conception des programmes de RCN J&D, notamment dans la perspective de futurs financements (comme lors d'un prochain programme quinquennal).

Présentation des questions d'apprentissage, selon les critères d'évaluation du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE

Des questions évaluatives sont proposées ci-après pour chacun des programme-pays, en lien avec la thématique d'apprentissage qui a été identifiée. Ces questions pourront être reformulées lors de la phase initiale avec les partenaires.

Pays 1 : Belgique

Thématique d'apprentissage : mesurer les progrès réalisés dans le cadre du programme, comprendre et analyser la contribution au changement ultime auprès des jeunes (*Les jeunes prennent conscience de leur rôle d'acteurs de changement et adaptent leurs comportements et attitudes de citoyens pour agir et se mobiliser en faveur de la cohésion sociale et d'une paix durable*) des différentes approches et outils pédagogiques mis en œuvre. Les recommandations pourront être utilisées pour affiner les actions pour la suite du programme ainsi que réorienter les stratégies d'interventions les futurs programmes.

L'évaluation se limitera aux activités réalisées dans le cadre des résultats suivants :

- Résultat 1 : Les élèves du secondaire supérieur sont accompagnés dans une réflexion critique et des échanges (inter)nationaux sur le dialogue démocratique, les mécanismes de (prévention de la) violence et les manières d'y résister en vue d'un engagement en faveur d'un monde plus juste, durable, inclusif et solidaire.
- Résultat 2 : Les (futurs) agents éducatifs, acteurs de l'éducation au développement et de la mémoire se concertent et sont renforcés et outillés émotionnellement et cognitivement pour accompagner les jeunes dans une réflexion critique et/ou un engagement en faveur d'un monde plus juste, durable, inclusif et solidaire.

Critère CAD	Question d'apprentissage
Pertinence	Dans quelle mesure les différentes approches pédagogiques (voyage des professeurs, voyages des jeunes, jeu, capsule vidéo, animations, synergies dans les écoles) mises en œuvre par RCN J&D demeurent-elles pertinentes pour conscientiser les jeunes aux enjeux de citoyenneté mondiale et impulser un engagement (changement de comportement) ?
Efficacité	<p>Quelles approches ou combinaisons d'approches pédagogiques (one shot, voyage, accompagnement dans la durée, travail avec les acteurs relais ou en direct avec les jeunes etc.) ont-elles conduit efficacement à l'atteinte des résultats escomptés et à des changements de comportements chez les jeunes ?</p> <p>Quelles sont les nouvelles approches qui pourraient être envisagées pour compléter et renforcer les approches actuellement mises en œuvre, dans un souci d'efficacité et d'efficience ?</p> <p>Quels sont les aspects spécifiques de ces approches qui ont contribué à leur efficacité (nature participative, contenu adapté, fréquence des sessions) ?</p> <p>Dans quelle mesure les outils de suivi actuellement déployés permettent-ils de mesurer et de rendre compte de l'impact de l'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) sur les jeunes, pendant et après la réalisation des activités ?</p>
Efficience	Les interventions du projet, et particulièrement les voyages des enseignants belges, ont-elles été optimisées pour maximiser l'impact avec les ressources disponibles ?
Durabilité	<p>Dans quelle mesure le choix des acteur.rice.s (les professeurs, les jeunes) ainsi que les stratégies d'interventions et outils d'accompagnements permettent-ils d'assurer la continuité des activités, une autonomisation des acteur.rice.s ainsi qu'un réel potentiel de multiplication ?</p> <p>Quelles méthodes et approches les enseignants utilisent-ils pour transmettre les concepts de citoyenneté mondiale et solidaire à leurs étudiants ?</p>
Impact	Dans quelle mesure les différentes approches de sensibilisation et de formation semblent-elles contribuer à des changements sociétaux observables et à une meilleure cohésion sociale (par exemple, une augmentation de l'engagement communautaire, une meilleure compréhension des enjeux globaux) ?

Pays 2 : Burkina Faso

Thématique d'apprentissage : mesurer les progrès réalisés dans le cadre du programme, accroître la compréhension des différents acteurs des modes alternatifs de résolution de conflits (MARC) appuyés et comprendre leur contribution au changement ultime auprès des populations locales (*Les populations informées et sensibilisées sur leurs droits, résolvent pacifiquement les conflits au sein de la communauté grâce à des mécanismes renforcés de prévention et de résolution des conflits*) afin de réorienter les actions et stratégies d'interventions pour la suite du programme.

L'évaluation se limitera aux activités réalisées dans le cadre des résultats suivants :

- Résultat 1 : Les populations, avec une attention particulière pour les femmes, ont une capacité améliorée d'exercer leurs droits par les mécanismes alternatifs de résolution des conflits et devant les cours et tribunaux, grâce à l'information et à la sensibilisation
- Résultat 2 : Les acteurs institutionnels sont appuyés et les acteurs des MARC sont renforcés pour une meilleure qualité du service public de la justice

Critère CAD	Question d'apprentissage
Pertinence	Dans quelle mesure les activités d'appui des MARC répondent-elles à leurs besoins et aux besoins prioritaires des populations, y compris les déplacés internes? Dans quelle mesure et comment les activités d'appui aux MARC ont-elles été adaptées en réponse aux récents changements de contexte politique au Burkina Faso ?
Cohérence	Dans quelle mesure les activités des MARC sont-elles alignées avec les stratégies locales, nationales de résolution de conflit et de cohésion sociale ? Comment les activités de MARC se complètent-elles avec les autres initiatives de cohésion sociale, de développement et humanitaires menées dans la région ?
Efficacité	Quels ont été les principaux facilitateurs et obstacles dans la mise en œuvre des activités d'appui aux MARC et des acteurs du judiciaire dans le contexte actuel ? Dans quelle mesure RCN J&D et son partenaire sont-ils en mesure de renforcer et d'appuyer les acteurs de la justice locale dans un objectif de prévention et de résolution des conflits fonciers et de cohésion sociale, incluant les enjeux des déplacés internes? (Quelles expertises, ressources et compétences additionnelles pourraient-elles être envisagées ?)
Durabilité	Dans quelle mesure nos approches d'intervention auprès des acteurs de justice (MARC et judiciaire) permettent-elles d'assurer au mieux la continuité des activités ainsi qu'un réel potentiel de multiplication ?

Pays 3 :

Confidentiel

Pays 4 : Maroc

Thématique d'apprentissage : mesurer les résultats déjà atteints dans le cadre du projet ; évaluer de manière exhaustive la pertinence, l'efficacité et la durabilité des activités de RCN J&D et OAJ2000 auprès des centres d'accompagnements ainsi que le rôle crucial de la mise en réseau dans ces processus. Cela permettra de mettre en lumière les points forts et de proposer des recommandations afin d'accompagner les différents acteurs de la justice dans leur autonomisation.

L'évaluation se limitera aux activités réalisées dans le cadre des résultats suivants :

- Résultat 2 - Les acteurs concernés par la prévention agissent contre les VBG et luttent pour une égalité hommes-femmes, par le biais d’action préventives contre les VBG et d’une offre élargie de services de qualité de prévention
- Résultat 3 - Les femmes victimes ou potentielles victimes des VBG de la Région de l’Oriental évoluent vers plus d’autonomie leur permettant de prévenir et de réagir contre les VBG et ont plus de moyens pour mieux défendre leurs droits grâce à une amélioration des mécanismes de protection

Critère CAD	Question d’apprentissage
Pertinence	<p>Dans quelle mesure les approches de RCN J&D et ses partenaires semblent-elles apporter une réponse pertinente et complète aux besoins des femmes victimes de violences basées sur le genre ?</p> <p>Dans quelle mesure le programme de RCN J&D répond-il aux besoins prioritaires des centres d’écoute ?</p>
Efficacité	<p>Quels sont les spécificités de l’approche proposée par les centres d’écoute et quelles en sont les limites dans une optique d’accompagnement et d’autonomisation des femmes victimes de violences ? (Comment les centres d’écoute pourraient-ils renforcer leur offre, avec quels acteurs pourraient-ils travailler plus étroitement etc... ?)</p> <p>Dans quelle mesure la mise en réseau permet-elle aux centres d’écoute d’amplifier leur voix et de plaider en faveur de politiques plus justes ?</p>
Durabilité	<p>Dans quelle mesure les centres d’écoute sont-ils devenus plus autonomes et accèdent-ils à des ressources (financières, matérielles) qui permettent d’assurer et de développer des activités d’accompagnement qualitatives ?</p> <p>Quelles activités, renforcements et approches pourraient être envisagées afin de renforcer les centres et d’assurer la pérennité des activités ? Quel est le rôle de la mise en réseau ?</p>

Pays 5 : République Démocratique du Congo

Thématique d’apprentissage : Au vue des changements sécuritaires récents au Nord Kivu et notamment dans notre zone d’intervention dans le territoire de Masisi, l’évaluation portera principalement sur l’évolution des besoins des populations ainsi que de la réponse apportée par les MARC dans ce contexte de conflit. L’évaluation questionnera aussi le rôle des MARC dans le renforcement de la cohésion sociale et du tissu social dans un tel contexte.

L’évaluation se limitera donc aux activités réalisées dans le cadre du premier résultat (Les acteurs des MARC de la province du Nord-Kivu, de l’Equateur et du Kasaï développent une offre locale de justice de qualité, plus respectueuse de l’égalité de genre et reconnue par les autorités congolaises.), dans la zone du Nord Kivu. En effet, la demande d’extension géographique à l’Equateur et au Kasaï s’applique à partir de l’année 2024 et pour un lot restreint d’activités.

Critère CAD	Question d’apprentissage
Pertinence	Dans quelle mesure les objectifs du programme correspondent-ils aux besoins réels et prioritaires des communautés locales et des acteurs de MARC, y compris les chefs coutumiers, en termes de résolution de conflits et de cohésion sociale ?

	<p>Comment les activités du programme REPLIC ont-elles été adaptées pour répondre aux dynamiques spécifiques des conflits dans les zones d'intervention, particulièrement au Nord Kivu ?</p> <p>Au vu de la situation de conflit actuelle au Nord Kivu, les solutions proposées par le programme sont-elles perçues comme pertinentes et adaptées par les bénéficiaires directs et indirects, notamment les chefs coutumiers et les communautés locales ?</p>
Efficacité	<p>Dans quelle mesure les attitudes et pratiques des acteurs de justice et des citoyens ont-elles changé grâce au programme ?</p> <p>Quels sont les principaux obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des activités du programme et quels facteurs ont au contraire contribué à l'atteinte des résultats escomptés ?</p> <p>Dans quelle mesure les actions de renforcement et d'accompagnement des chefs coutumiers en termes de justice locale contribuent-elles à la cohésion sociale communautaire et plus largement à la reconstruction du tissu social ?</p>
Durabilité	<p>Dans quelle mesure la situation de conflits actuelle remet-elle en question la durabilité du programme et de ses résultats ?</p>
Impact	<p>Quelles autres approches (inspirées du peace building) pourraient être envisagées en complémentarité des actions actuellement menées dans le cadre du programme, dans un objectif sociétal de cohésion sociale ?</p>

Pays 6 : Rwanda

Thématique d'apprentissage : mesurer les progrès réalisés dans le cadre du programme, comprendre et analyser la contribution au changement ultime auprès des jeunes et des communautés rwandaises (*Renforcer l'implication des populations affectées (hommes et femmes, jeunes et vieux) et des acteurs locaux dans les procès internationaux et nationaux de compétence universelle liés au génocide, afin de consolider l'unité, la réconciliation, la pérennisation de la mémoire du génocide et la cohésion sociale au Rwanda*) des différentes approches de sensibilisation et d'éducation mises en œuvre. Les recommandations pourront être utilisées pour affiner les actions pour la suite du programme ainsi que réorienter les stratégies d'interventions les futurs programmes.

L'évaluation se limitera aux activités réalisées dans le cadre du résultat suivants :

- Résultat 2 : Les populations rwandaises, notamment les victimes et leurs organisations, les communautés des zones affectées (hommes/femmes, adultes et jeunes) reçoivent des OSC et des media, une information pertinente sur les procès liés au génocide de 1994 se déroulant devant la justice internationale et devant la justice nationale sur base de compétence universelle, et augmentent leur intérêt et participation, afin de faire valoir leurs droits et de contribuer à la réconciliation.
- Résultat 3 : Les jeunes des écoles secondaires et au sein des communautés, informés sur les procès liés au génocide, prennent conscience de leur responsabilité dans la prévention du génocide et partagent leurs expériences avec des jeunes d'autres pays sur la prévention des crimes de masse.

Critère CAD	Question d'apprentissage
Pertinence	<p>Dans quelle mesure les activités du projet participent-t-elles, au travers des populations rwandaises, notamment les victimes et les jeunes, à la vérité, à la justice, à la réparation, à la réconciliation et la cohésion sociale ?</p>

	<p>Comment les jeunes (jeunes des écoles et des communautés) et les acteurs de l'éducation (universités, enseignants, organisations spécialisées de la jeunesse) évaluent-ils la pertinence des interventions du projet ?</p> <p>Le projet a-t-il démontré une capacité d'adaptation pour répondre aux nouveaux besoins et priorités émergents des populations cibles (jeunes et communautés victimes du génocides) et des parties prenantes (comme par exemple les besoins d'accompagnement post traumatique) ?</p>
Efficacité	Quels ont été les effets directs et indirects des interventions du projet sur les jeunes et les communautés ? Dans quelle mesure les approches utilisées par le projet sont-elles efficaces pour atteindre les résultats escomptés ?
Efficience	Les interventions du projet, et plus particulièrement la couverture journalistique des procès ont-elles été optimisées pour maximiser l'impact avec les ressources disponibles ?
Impact	Dans quelle mesure l'éducation et la sensibilisation des jeunes et des communautés semblent-elles contribuer de manière significative à la réconciliation, la cohésion sociale au sein des groupes de populations cibles, de leurs familles et leurs communautés de manière plus générale ?

Au sein de chaque évaluation de programme/pays, une attention particulière sera aussi portée sur les questions évaluatives suivantes :

Egalité genre	Dans quelle mesure la conception, et l'exécution du programme par RCN J&D et ses partenaires reflètent-elles une approche qui promeut l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes ?
Suivi Evaluation	Dans quelle mesure le dispositif de suivi & évaluation actuel permet-il de rendre compte efficacement des résultats des différents programmes de RCN J&D et de capturer les changements ?

Méthodologie

Voici la répartition provisoire des pays et des évaluateur·rice·s internes. Cette répartition sera finalisée lors de la note de cadrage.

Pays	Evaluateur·rice interne
Belgique	Consultant-coordonateur technique des projets Rwanda
Burkina Faso	Chargée de programme RDC
Burundi	Chargée de programme Belgique
Congo	Chargée de programme Burkina Faso
Maroc	Consultant-coordonateur technique des projets Burundi
Rwanda	Chargée de programme Burundi / Maroc

Dans le cadre de cette évaluation entre pairs, l'évaluateur·rice externe est chargé de former les évaluateur·rice·s internes à RCN J&D et de les accompagner tout au long du processus évaluatif. L'évaluateur·rice externe est donc principalement amené à intervenir sur les activités suivantes :

Etapas clés de l'évaluation	Intervention de l'évaluateur·rice externe	Livrables attendus (ceux-ci sont détaillés ci-après)
Travail documentaire		
Revue documentaire	Il s'agit d'assurer une connaissance fine du projet (objectifs, résultats attendus, activités, stratégie de mise en	N/A

	œuvre) et son déroulement à travers l'exploitation des rapports d'activités disponibles.	
Ateliers de formation pour les évaluateur-ric-e-s internes sur « comment mener une évaluation »	<p>Cette formation devra couvrir, à minima, les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'une méthodologie d'évaluation (choix des questions, échantillonnages...) • Élaboration d'outils de collecte • Analyse des données qualitatives et quantitatives • Rédaction des rapports et recommandations pertinentes 	Supports de présentations power point et outils de formations
Séance de briefing avec l'équipe pays, le CoPil. Dans cette étape, il sera question de discuter des méthodes d'échantillonnage à utiliser, d'examiner le plan de travail, d'arranger la logistique et le calendrier, de réviser la méthodologie proposée, de cadrer l'étendue du travail et de discuter du plan du rapport à produire.	Accompagnement stratégique afin de co-proposer une méthodologie adaptée à chacun des programmes évalués.	Note de cadrage : méthode évaluative adaptée, qui précise les objectifs et questions de l'évaluation en respectant les contraintes temporelles, budgétaires et sécuritaires. La note de cadrage proposera aussi un descriptif de la mission sur le terrain.
Elaboration des outils de collecte	Accompagnement des évaluateur-ric-e-s internes dans la finalisation des outils de collecte de données (guides d'entretien pour les FGD et les entretiens avec les acteurs clés)	Revoir et valider les outils de collecte
Travail de terrain		
Entretiens (structurés et semi structurés) avec les principales parties prenantes du projet aussi bien celles relevant de l'équipe de mise en œuvre, des publics cibles que des partenaires administratifs, techniques et/ou financiers impliqués dans la mise en œuvre du projet	Accompagnement à distance des évaluateur-ric-e-s internes à la bonne réalisation de leur mission d'évaluation	N/A
Visites sur le terrain	Accompagnement des évaluateur-ric-e-s internes à la bonne réalisation de leur mission d'évaluation	N/A
Restitution et rapport final		
Analyse de données	Accompagnement dans l'analyse des données collectées afin d'assurer la qualité des conclusions qui en découlent	Revoir et valider les analyses
Rédaction d'un rapport provisoire et présentation à l'équipe du projet.	Accompagnement dans la rédaction des rapports. Durant la présentation, des questions et des	Revoir et valider le rapport provisoire

	commentaires/suggestions seront soulevés concernant les conclusions et recommandations du rapport provisoire.	
Soumission du rapport final pour réaction au CoPil	Accompagnement et relecture stratégique du rapport ainsi que des recommandations proposées	Revoir et valider le rapport final pour soumission au CoPil
Soumission d'un rapport d'autoévaluation	Le Rapport d'auto-évaluation précise les difficultés rencontrées au cours de l'évaluation. Cette section permet de justifier, le cas échéant, les limites de la qualité de l'évaluation, sachant que certaines limitations ne peuvent pas être mentionnées dans le rapport d'évaluation principal en raison de leur sensibilité. Ce rapport contribue à la transparence et à l'amélioration continue des pratiques d'évaluation.	Rédaction et soumission du rapport d'auto-évaluation
Atelier de restitution	Accompagnement lors des ateliers de restitution avec les équipes	Présentation power point pour l'atelier de restitution et participation à l'atelier

La réalisation de l'évaluation se fera de façon participative et s'appuiera principalement sur une méthode d'analyse mixte dont il faudra préciser la collecte de données prévues (qualitatives / quantitatives), les échantillonnages et les sources. L'évaluation utilisera principalement les données suivantes :

- Les données primaires collectées : i) l'analyse de la documentation du projet ; ii) des entretiens structurés ou semi-structurés avec des partenaires, des intervenants clés ou des acteurs de l'écosystème iii) des groupes de discussion avec les bénéficiaires finaux, des missions sur le terrain
- Les données secondaires mises à disposition, provenant i) du système SEA alimenté au cours de l'exécution du programme, ii) de l'analyse quantitative et qualitative provenant des informations financières du programme,

L'évaluateur-riche fera en sorte que les voix, les opinions et les informations données par les citoyen.nes/participant.es ciblé.es par le programme soient prises en compte. Les méthodes et les techniques à utiliser dans l'évaluation doivent être décrites en détail dans la proposition technique et seront ensuite développées dans la note de cadrage puis dans le rapport final de l'évaluation (dont la trame minimale à respecter figure en annexe 1 du document).

La méthodologie utilisée, les méthodes de collecte et d'analyse de données devront être sensibles aux droits humains et au genre et dans la mesure du possible, avec les données et résultats d'évaluation ventilés par sexe, âge etc.

Les données collectées devront toutes être anonymisées, afin de garantir la liberté de paroles des partenaires de mise en œuvre et des bénéficiaires interviewés.

L'évaluateur-riche externe recruté-e dans le cadre de ces termes de références assume la responsabilité de la bonne conduite de l'évaluation ainsi que de la qualité des rendus finaux.

Calendrier, budget et livrables

Le calendrier devra respecter les dates fixées sur le tableau des livrables ci-dessous.

Le budget total alloué par RCN J&D pour la conduite de cette évaluation n'est pas précisé dans cet appel d'offres de manière intentionnelle afin de disposer de propositions méthodologiques et financières diversifiées. Le critère de l'efficacité et du caractère raisonnable de l'offre financière sera toutefois un élément clé de la sélection.

Le tableau résume les résultats à atteindre par l'évaluateur·rice externe et détaille les délais.

Livrables (finalisés et validés par RCN J&D)	Description	Date limite (indicative)
Outils de formation	Méthodologie et outils de formation sur les thématiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie d'évaluation - Élaboration d'outils de collecte - Analyse des données qualitatives et quantitatives - Rédaction rapports et recommandations 	20-31 janvier
Note de cadrage	30 pages maximum – Word et PDF Présentation exhaustive des contextes, du cadre d'évaluation et des critères, de la méthodologie, des protocoles de collecte de donnée et d'analyse.	28-31 janvier
Calendrier d'évaluation mis à jour et suivi de l'avancée de l'étude	Ce document sera mis à jour régulièrement et sera présenté lors des réunions de projet	Réunion bimensuelle
Outils de collecte de données	Outils de collecte de données finalisés pour les différents programmes	15 février 2024
Bases de données et analyses	Base de données des données qualitatives et quantitatives récoltées dans le cadre de l'évaluation	31 avril 2025
Rapport final de l'évaluation (ce rapport contiendra une section par pays)	70 pages maximum (hors annexes) – Word et PDF Comprendra au minimum les sections suivantes : → Résumé exécutif : objectifs et résultats attendus, approches méthodologiques utilisées et principales conclusions (selon les critères établis) → Méthodologie : description de chaque méthode utilisée, les contraintes, défis et limites méthodologiques ainsi que les groupes cibles impliqués. → Résultats : présentés selon des critères d'évaluation ou par domaines d'impact. Les conclusions doivent être étayées par des preuves. → Recommandations et leçons apprises → Annexes	31 avril 2025
Rapport d'auto-évaluation	2 pages maximum – Word Précise les difficultés rencontrées au cours de l'évaluation, justifie, le cas échéant, les limites de la qualité de l'évaluation, offre une perspective honnête et critique sur le processus d'évaluation, contribuant ainsi à la transparence et à l'amélioration continue des pratiques d'évaluation. La qualité de ce rapport ne sera pas jugée.	15 mai 2025
Présentation des résultats, conclusions et recommandations (une présentation par pays)	20 slides maximum – PPT Le document de présentation permettra de mettre en avant les résultats de l'étude, les conclusions et les recommandations.	15 mai 2025

Les différents livrables sont attendus en français pour tous pays.

L'évaluateur·rice externe travaillera en étroite collaboration avec le comité de pilotage de l'évaluation, composé de trois membres (2 représentants du personnel du siège et un représentant de l'organe d'administration)

Profil de l'évaluateur·rice externe et principes éthiques

La mission d'évaluation sera conduite par un·e expert·e spécialiste en évaluation des programmes dans le domaine de la justice. Il·elle doit avoir une solide expérience dans la formulation et l'évaluation de programmes mais aussi dans l'accompagnement et la formation d'équipes aux méthodes évaluatives. Il·elle doit répondre au profil suivant :

Critères obligatoires
Diplôme universitaire de troisième cycle (minimum BAC+5) en droit, en administration publique, ou sciences politiques, en relations internationales ou discipline connexe. A défaut de diplôme, 3 années d'expérience additionnelles peuvent convenir.
Expérience d'au moins 10 ans en évaluation de projets dans un ou plusieurs des domaines suivants : justice, bonne gouvernance, démocratie, défense des droits humains,
Au moins une expérience avérée en accompagnement d'évaluation croisée entre pairs
Parfaite maîtrise du français
L'évaluateur·rice n'aura pas de conflit d'intérêt dans le processus, i.e.. Il n'a pas participé, à quelque niveau que ce soit, à la définition ou à la mise en œuvre du projet/programme objet de l'évaluation
Critères additionnels
Une bonne connaissance de la région de l'Afrique centrale ou du Maghreb est un atout
Une bonne connaissance de l'anglais est un atout
Une approche en anthropologie sociale ou juridique

L'évaluateur·rice externe doit prendre toutes les mesures raisonnables pour garantir que l'évaluation est conçue et menée de manière à respecter et à préserver les droits et le bien-être des personnes et des communautés auxquelles elles appartiennent ; qu'elle est techniquement exacte, fiable et légitime ; qu'elle est réalisée de façon transparente et impartiale ; et qu'elle contribue à promouvoir l'apprentissage au sein de RCN J&D et de ses partenaires.

Composition et évaluation des offres

L'offre remise devra être constituée des éléments suivants :

Une offre technique comprenant :

- Une note de compréhension des termes de référence et de présentation de la méthodologie utilisée (**10 pages maximum**). Les questions évaluatives correspondant à l'objectif d'apprentissage sur le programme devront être précisées, approfondies et complétées si besoin, en fonction de la compréhension de la problématique, des objectifs et des axes de réflexion de l'évaluation. Par ailleurs, la note présentera de manière détaillée la méthodologie pour la réalisation des prestations suivantes : la formation et l'accompagnement des évaluateur·rice·s internes dans le cadre de cette évaluation croisée, l'évaluation mi-parcours des programmes dans les différents pays.
- La constitution de l'équipe, la répartition des responsabilités entre ses membres et les CV proposés en mettant en avant les expériences en lien avec l'objet de l'évaluation ;
- Une lettre d'engagement de disponibilité pour l'exécution de l'évaluation et de non-conflit d'intérêt avec les projets évalués signée par chaque consultant composant l'équipe ;
- Le calendrier prévisionnel d'intervention, ainsi qu'une estimation des charges en nombre de jours de consultance

Une offre financière comportant :

- Le budget global (HT et TTC) en euros et les prix détaillés (honoraires, indemnités journalières, ...) présentés par type de coûts, chaque coût devant être détaillé par unité, nombre d'unité et total.
- Une déclaration sur l'honneur signée par une personne habilitée à engager l'entreprise candidate et indiquant que celle-ci ne se trouve dans aucune des situations décrites au point suivant « Conditions de participation »).

A minima les coûts suivants devront être compris dans le budget total:

- Les journées de préparation pour analyser les documents existants et rencontrer les membres du comité de pilotage
- Les journées de formation pour les évaluateur·rice·s internes, les chargées de programmes et les partenaires avant le lancement de l'évaluation
- Les briefings pré- et post-évaluations ainsi que l'accompagnement à distance des évaluateur·rice·s internes qui mèneront ces évaluations croisées ;
- Les journées de révision et d'accompagnement lors de la rédaction du rapport et la présentation des résultats aux partenaires et parties prenantes ;

Le comité de direction sélectionnera l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix, utilisant une pondération entre la qualité technique et le prix des offres. Dans l'approche méthodologique, il est attendu de mettre en avant la formation et l'accompagnement des évaluateur·rice·s internes.

La qualité de l'offre est évaluée sur la base de la grille suivante :

Critères	Score max
Dossier technique	70
<i>CV et expériences</i>	30
<i>Compréhension des TdR et des résultats à atteindre</i>	10
<i>Approche méthodologique globale</i>	30
Offre financière	30
Total	100

Conditions de participation

Les candidat-e-s ne peuvent présenter de candidature ni être attributaires du marché relatif s'ils/elles se trouvent dans une des situations suivantes : 1 - Est en état ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales. 2 - A fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle. 3. A fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, au sens de l'article 1 de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ; de corruption telle que définie à l'article 3 de l'acte du Conseil du 26 mai 1997 ; participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 2 de l'action commune 98/733/JAI ; ou toute autre activité illégale qui porterait atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne. 4 - Est en situation de conflit d'intérêt.

Modalités de dépôt des offres

Date limite de remise des offres au **plus tard le 30 novembre 2024** à l'adresse courriel : job@rcn-ong.be

Annexes

Annexe 1 : Trame minimale du rapport final

Annexe 1

Trame minimale pour un rapport d'évaluation

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS

RESUME EXECUTIF

INTRODUCTION

- 1.1. OBJECTIF ET METHODOLOGIE
 - 1.1.1. Objectif de l'évaluation
 - 1.1.2. Méthodologie
 - 1.1.3. Contraintes et limites de l'évaluation
- 1.2. DESCRIPTION DU PROGRAMME
 - 1.2.1. Contexte, zones d'intervention et bénéficiaires
 - 1.2.2. Cadre de résultats du programme et stratégies de mise en œuvre
 - 1.2.3. Ressources financières du programme
2. ANALYSE: PRINCIPAUX CONSTATS ET REPONSES AUX QUESTIONS EVALUATIVES
 - 2.1. PERTINENCE
 - 2.1.1. Adéquation du programme avec les priorités nationales, sectorielles, les OMD et les besoins des bénéficiaires
 - 2.2. EFFICIENCE
 - 2.2.1. Exécution financière du programme
 - 2.2.2. Rapport coût-efficacité
 - 2.2.3. Gouvernance du Programme et partenariat
 - 2.2.4. Suivi-évaluation
 - 2.3. EFFICACITE
 - 2.3.1. Exécution des
 - 2.3.2. Analyse de l'atteinte des résultats
 - 2.3.3. Analyse de l'atteinte de l'Outcome
 - 2.4. DURABILITE
 - 2.5. IMPACT
 - 2.6. THEMATIQUES TRANSVERSALES
 - 2.6.1. GENRE
 - 2.6.2. ENVIRONNEMENT
3. CONCLUSIONS
 - 3.1. LEÇONS APPRISES
 - 3.2. RECOMMANDATIONS
4. ANNEXES
 - 4.1. Termes de Références
 - 4.2. Calendrier de la mission
 - 4.3. Outils de collecte
 - 4.4. Documentation utilisée
 - 4.5. Liste des personnes rencontrées